



**Règlement sur les  
émoluments  
de la Commune mixte  
de Loveresse**

## Table des matières

|   |           |
|---|-----------|
| <b>I. GENERALITES.....</b>                                      | <b>3</b>  |
| 1. OBJET.....   | 3         |
| 2. CALCUL.....  | 3         |
| 3. PERSONNE ASSUJETTIE.....                                     | 4         |
| 4. PERCEPTION.....  | 4         |
| <b>II. EMOLUMENTS.....</b>                                      | <b>5</b>  |
| 1. DROITS DES PERSONNES, DE LA FAMILLE, DES SUCCESSIONS.....    | 5         |
| 2. CONTROLE DES HABITANTS.....                                  | 6         |
| 3. POLICE LOCALE.....   | 7         |
| 4. CONSTRUCTIONS.....   | 9         |
| • Demandes de permis de construire et questions préalables..... | 9         |
| • Contrôle des constructions.....                               | 10        |
| • Autres frais.....   | 11        |
| 5. IMPOTS.....  | 11        |
| 6. PROTECTION DES DONNEES.....                                  | 12        |
| 7. EMOLUMENTS DIVERS.....                                       | 12        |
| <b>III. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES.....</b>           | <b>12</b> |
| <b>IV. CERTIFICAT DE DEPOT.....</b>                             | <b>14</b> |

## I. Généralités

### 1. Objet

Principe

**Art. 1**<sup>1</sup> La commune perçoit des émoluments pour les prestations énumérées dans le présent règlement.

<sup>2</sup> Elle facture en outre les débours nécessaires, tels que frais de port et de téléphone, indemnisation de ses dépenses, honoraires d'experts et frais de publication.

<sup>3</sup> Les réglementations en matière d'émoluments figurant dans des règlements spéciaux et les dispositions cantonales en matière d'émolument directement applicables sont réservées.

### 2. Calcul

Couverture des frais, proportionnalité

**Art. 2**<sup>1</sup> Dans la mesure du possible, chaque émolument doit être calculé de sorte que les recettes (émoluments et débours) couvrent les dépenses consacrées à l'indemnisation des membres du personnel et aux infrastructures nécessaires (150% de la somme des salaires bruts du personnel qualifié concerné).

<sup>2</sup> L'ensemble des revenus d'une branche de l'administration ne dépassera pas la totalité des charges.

<sup>3</sup> Tout émolument est proportionnel au cas auquel il s'applique.

Type de calcul

**Art. 3**<sup>1</sup> Les émoluments sont calculés en fonction du temps employé ou de manière forfaitaire.

<sup>2</sup> L'application par analogie d'émoluments dont les limites supérieure et inférieure sont fixées par le droit cantonal ou le droit fédéral (barème cadre) est réservée.

Emoluments selon le temps employé

**Art. 4**<sup>1</sup> L'émolument selon le temps employé indemnise le travail effectué par le personnel et les frais d'infrastructure.

<sup>2</sup> Les émoluments selon le temps employé sont répartis en deux catégories, en fonction de la prestation qui aura été fournie:

- a) pour une prestation administrative normale: émolument I,
- b) pour une prestation administrative requérant une qualification spéciale: émolument II.

<sup>3</sup> Les émoluments selon le temps employé sont calculés en fonction du temps nécessaire pour accomplir la prestation requise. Le temps employé est inscrit dans un rapport.

<sup>4</sup> Les émoluments selon le temps employé ne sont prélevés que si ce dernier excède un quart d'heure au total.

Emoluments forfaitaires **Art. 5** <sup>1</sup> Les émoluments calculés de manière forfaitaire indemnisent un service, indépendamment du coût et du travail engendrés.

<sup>2</sup> Dès que l'indice national des prix à la consommation (INPC) augmente de plus de dix points, le conseil communal adapte l'émolument forfaitaire au renchérissement. Cette adaptation se fonde sur l'INPC valable au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement.

### 3. *Personne assujettie*

**Art. 6** Est assujettie au paiement d'émoluments et de débours toute personne qui requiert ou occasionne une prestation en vertu du présent règlement.

### 4. *Perception*

Remise des émoluments **Art. 7** Si la perception des émoluments entraîne, dans un cas concret, une rigueur excessive pour la personne assujettie, le conseil communal peut, sur demande, y renoncer en partie ou en totalité.

Encaissement **Art. 8** <sup>1</sup> La commune facture immédiatement et en totalité les créances échues.

<sup>2</sup> La commune peut envoyer une sommation à la personne assujettie.

<sup>3</sup> Si celle-ci ne s'acquitte pas de la somme due, la commune rend une décision en matière d'émoluments et de débours.

<sup>4</sup> Dès que la décision est entrée en force, la commune poursuit la personne assujettie.

Avance de frais **Art. 9** La commune peut requérir une avance de frais d'un montant approprié avant d'accomplir la prestation demandée.

Avertissement **Art. 10** S'il est probable que l'accomplissement d'une prestation nécessitera une somme de travail particulièrement importante, il convient d'en avertir la personne assujettie avant de poursuivre plus avant le traitement de l'affaire et de la consulter s'agissant de la suite de la procédure.

Echéance **Art. 11** Les émoluments sont échus une fois la prestation fournie.

|                   |   |
|-------------------|---|
| Délai de paiement | <b>Art. 12</b> Le paiement des émoluments est échu dans un délai de 30 jours à compter de leur facturation.   |
| Intérêt moratoire | <b>Art. 13</b> Un intérêt moratoire correspondant à la valeur du taux d'intérêt moratoire fixé par le Conseil-exécutif en matière fiscale ainsi que les émoluments d'encaissement sont dus dès que le délai de paiement est échu.   |
| Prescription      | <b>Art. 14</b> <sup>1</sup> La prescription des émoluments est de cinq ans à compter de leur exigibilité.<br><br><sup>2</sup> La prescription est interrompue par tout acte visant à recouvrer la créance.<br><br><sup>3</sup> Par ailleurs, les dispositions du Code des obligations sont applicables par analogie en ce qui concerne l'interruption de la prescription.<br><br><sup>4</sup> La prescription est suspendue si la personne assujettie n'est pas domiciliée en Suisse ou ne peut, pour d'autres motifs, être poursuivie en Suisse. |

## II. Emoluments

### 1. Droits des personnes, de la famille, des successions

|                       |  |                       |
|-----------------------|--|-----------------------|
| Droit des successions | <b>Art. 15</b> <sup>1</sup> Apposition, levée des scellés        | Emolument II          |
|                       | <sup>2</sup> Conservation de testaments avec accusé de réception | fr. 30.--             |
|                       | <sup>3</sup> Invitation à l'ouverture d'un testament             | fr. 5.-- par personne |
|                       | <sup>4</sup> Ouverture d'un testament avec certificat            | Emolument II          |
|                       | <sup>5</sup> Extrait de testament                                | fr. 2.-- par page     |
|                       | <sup>6</sup> Attestation de non remise d'un testament            | fr. 20.--             |
|                       | <sup>7</sup> Certificat d'hérédité selon l'article 559 CCS       | fr. 30.--             |
|                       | <sup>8</sup> Demande d'un certificat de famille                  | Emolument I           |
|                       | <sup>9</sup> Recherche d'héritier                                | Emolument I           |

<sup>10</sup> Conservation d'un mandat pour cause d'inaptitude au sens de l'article 360 CC, avec accusé de réception fr. 30.--

## 2. Contrôle des habitants

|   |   |
|---|---|
| <b>Art. 16</b> <sup>1</sup> Etablissement et séjour de Suisses  | Ordonnance sur l'établissement et le séjour des Suisses (RSB 122.161)                   |
| <sup>2</sup> Etablissement et séjour d'étrangers  | Ordonnance concernant les taxes perçues en matière de police des étrangers (RSB 122.26) |
| <b>Art. 17</b> <sup>1</sup> Demande de naturalisation, en général   | Emolument II  |
| <sup>2</sup> Demande de naturalisation pour les jeunes ressortissants et ressortissantes étrangers et les enfants, selon l'article 4, alinéa 2 ONat (RSB 121.111) | s'élevant à 200 francs au maximum   |
| <sup>3</sup> Demande concernant également des enfants mineurs, selon l'article 4, al. 3 ONat  | Gratuit   |
| <b>Art. 18</b> <sup>1</sup> Cours de naturalisation selon l'art. 11c ONat, y compris les moyens d'enseignement et l'attestation de participation au cours         | fr. 260.-- à 390.--   |
| <sup>2</sup> Examen des connaissances linguistiques selon l'art. 11 <sup>e</sup> ONat, y compris la documentation et l'attestation de capacité de communication   | fr. 125.-- à 250.--   |
| <sup>3</sup> Test de naturalisation selon l'article 11a ONat  | fr. 260.-- à 390.--   |
| <b>Art. 19</b> Certificat de vie  | fr. 15.--   |

### 3. Police locale

|  |  |                                      |
|--|--|--------------------------------------|
| Police sanitaire   | <b>Art. 20</b> Désinfections   | Emolument II                         |
| Hôtellerie, restauration et commerce de boissons alcooliques | <b>Art. 21</b> <sup>1</sup> Si les demandes sont traitées en vertu de la loi sur l'hôtellerie et la restauration (RSB 935.11), dans le cadre d'une procédure d'octroi du permis de construire:       | Emoluments selon les articles 30 ss. |
|  | <sup>2</sup> Préavis pour  |                                      |
|  | a) l'octroi d'une autorisation d'exploitation pour la première fois  | Emolument I                          |
|  | b) le transfert d'une autorisation d'exploitation  | Emolument I                          |
|  | c) l'octroi d'une autorisation unique  | Emolument I                          |
|  | d) la fermeture d'un établissement et l'ordonnance d'une mesure de contrainte administrative   | Emolument II                         |
|  | <sup>3</sup> Tenue de la séance de conciliation  | Emolument II                         |
|  | <sup>4</sup> Réception et contrôle de l'exploitation   | Emolument II                         |
| Exercice de la prostitution                                  | <b>Art. 22</b> <sup>1</sup> Demandes au sens de la loi sur l'exercice de la prostitution (LEP ; RSB 935.90), si elles sont traitées dans le cadre d'une procédure d'octroi du permis de construire : | Emoluments selon les articles 30 ss. |
|  | <sup>2</sup> Prise de position au sujet de demandes d'autorisation au sens de l'article 18, alinéa 2 LEP   | Emolument I                          |
|  | <sup>3</sup> Contrôles au sens de l'article 12, alinéa 1 LEP   | fr. 200.-/année                      |
| Commerce et artisanat  | <b>Art. 23</b> <sup>1</sup> Préavis des requêtes en octroi d'une autorisation d'installer et d'exploiter des appareils de jeu dans les salons de jeu   | Emolument I                          |
|  | <sup>2</sup> Contrôle pour chaque appareil de jeu installé dans un salon de jeu  | Emolument I                          |
| Utilisation du domaine public                                | <b>Art. 24</b> <sup>1</sup> Octroi d'une autorisation (jusqu'à 10 m <sup>2</sup> de surface pour une journée):<br>émolument de base unique   | fr 40.--                             |

|   |  |  |
|---|--|--|
|   | <p><sup>2</sup> Pour chaque m<sup>2</sup> et chaque jour supplémentaire:</p> <p>– sol en dur (rues, trottoirs, places, etc.):<br/>par m<sup>2</sup>/jour</p> <p>– sol à revêtement naturel: par m<sup>2</sup>/jour</p>   | <p>fr --.50</p> <p>fr --.20</p>  |
|   | <p><sup>3</sup> Emolument journalier maximum (sans émoluments de base)</p>   | <p>fr 150.--</p>   |
|   | <p><sup>4</sup> Il n'est pas prélevé d'émolument pour les autorisations délivrées en vue de recueillir des signatures pour les initiatives et les référendums</p>  |  |
| Certificat de capacité civile et de bonnes moeurs | <p><b>Art. 25</b> Certificat de capacité civile et de bonnes moeurs</p>  | <p>fr. 15.--</p>   |
| Document d'identité                               | <p><b>Art. 26</b> <sup>1</sup> Etablissement/prolongation d'une carte d'indigène</p> <p><sup>2</sup> Attestation annuelle de domicile sur la carte d'indigène</p>  | <p>fr. 15.--</p> <p>fr. 5.--</p>   |
| Bureau des objets trouvés                         | <p><b>Art. 27</b> Restitution d'objets trouvés</p>   | <p>fr. 10.--</p>   |
| Permis d'achat d'arme                             | <p><b>Art. 28</b> Préavis des demandes de permis d'achat d'arme (émolument communal prélevé par la Police cantonale)</p>   | <p>Ordonnance sur l'exécution du droit fédéral sur les armes (RSB 943.511.1)</p> |
| Taxe des chiens                                   | <p><b>Art. 29</b> <sup>1</sup> La commune perçoit une taxe des chiens conformément à l'article 13 de la loi cantonale sur les chiens.</p> <p><sup>2</sup> Les détentrices et détenteurs de chiens domiciliés dans la commune au 1<sup>er</sup> août sont soumis à la taxe.</p> <p><sup>3</sup> Le conseil communal fixe le montant de la taxe dans le tarif des émoluments en respectant une fourchette comprise entre CHF 35.- et CHF 100.- (par an et par chien). Ce montant est identique pour tous les chiens.</p> |  |



#### 4. Constructions

- Demandes de permis de construire et questions préalables

|   |   |                       |
|---|---|-----------------------|
| Examen provisoire formel                                  | <b>Art. 30</b> <sup>1</sup> Contrôle de la complétude et de l'exactitude du contenu de la demande                             | Emolument I           |
|   | <sup>2</sup> Contrôle de gabarit  | Emolument II          |
|   | <sup>3</sup> Demande de correction des vices simples  | fr. 30.--             |
| Examen provisoire formel et matériel                      | <b>Art. 31</b> <sup>1</sup> Examen des vices formels et matériels manifestes  | Emolument II          |
|   | <sup>2</sup> Renvoi pour apporter les corrections voulues   | fr. 50.--             |
|   | <sup>3</sup> Décision de non-entrée en matière/rejet de la demande/décision de radiation du rôle                              | Emolument II          |
| Examen matériel coordonné (commune = autorité concédante) | <b>Art. 32</b> <sup>1</sup> Examen suivant le Guide sur la nouvelle procédure d'octroi du permis de construire                | Emolument II          |
|   | <sup>2</sup> Demande de rapports officiels et d'autorisations annexes   | fr. 20.-- par demande |
|   | <sup>3</sup> Publication  | fr. 50.--             |
|   | <sup>4</sup> Communication au voisinage   | fr. 50.--             |
|   | <sup>5</sup> Séance de conciliation   | Emolument II          |
|   | <sup>6</sup> Décision concernant le permis de construire  | Emolument II          |
|   | <sup>7</sup> Autres autorisations:  |                       |
|   | a) exemption de l'obligation de construire un abri  | fr. 30.--             |
| b) protection des eaux                                    | Emolument semblable à celui perçu par le canton (Ordonnance fixant les émoluments de l'administration cantonale ; RSB 154.21) |                       |
| c) débouché   | fr. 30.--   |                       |

|  |  |   |
|--|--|---|
|  | d) utilisation du terrain affecté à la route<br>e) protection contre les incendies<br>f) certificat de conformité aux normes énergétiques<br>g) raccordement aux conduites d'eau<br>h) raccordement électrique<br>i) raccordement à une antenne collective | fr. 30.--<br>Emolument I<br><br>Emolument II<br>fr. 30.--<br>fr. 30.--<br>fr. 30.-- |
| Consultation et proposition (la commune n'est pas l'autorité concédante) | <b>Art. 33</b> <sup>1</sup> Examen et traitement d'oppositions   | Emolument II  |
|  | <sup>2</sup> Participation à la séance de conciliation   | Emolument II  |
|  | <sup>3</sup> Proposition à l'autorité d'octroi du permis de construire   | Emolument II  |
|  | <sup>4</sup> Rapports officiels  | conformément à l'art. 32, 7e alinéa du règlement sur les émoluments                 |
| Modification de projet / prolongation                                    | <b>Art. 34</b> Demandes de modification de projet/demande de prolongation du permis de construire  | conformément aux étapes de la procédure /analogue à la demande d'octroi du permis   |
| Permis de construire anticipé  | <b>Art. 35</b> Demande d'octroi anticipé d'un permis de construire   | fr. 50.--   |
| Début anticipé des travaux   | <b>Art. 36</b> Demande de début des travaux anticipé   | Emolument II  |
| • <b>Contrôle des constructions</b>                                      |  |   |
| Début des travaux  | <b>Art. 37</b> Annonce du début des travaux (dans une procédure de compensation des charges)   | fr. 30.--   |
| Contrôle   | <b>Art. 38</b> Contrôle de chantiers tels que contrôles du gabarit, de l'installation du chantier, des fers d'armature des abris, du gros oeuvre, conformité aux normes énergétiques, raccordement aux conduites   |   |

|   |  |                              |
|---|--|------------------------------|
|   | d'eau et aux canalisations, police du feu, réception des abris, réception  | Emolument II                 |
| Mesures                                 | <b>Art. 39</b> Mesures prises par la police des constructions:<br>instruction de la procédure, décisions (par ex. rétablissement de l'état conforme à la loi)  | Emolument II                 |
| • <b>Autres frais</b>                   |  |                              |
| Aménagement                             | <b>Art. 40</b> Du fait d'un projet de construction:<br>Elaboration ou modification<br>a) d'un plan de quartier<br>b) de la réglementation fondamentale en matière de constructions<br>(sont réservés les accords concernant les frais passés dans le cadre d'un contrat ayant trait aux infrastructures) | Emolument II<br>Emolument II |
| Projets de construction extraordinaires | <b>Art. 41</b> Charges occasionnées par des projets de construction extraordinaires qui ne relèvent pas de la compétence d'autorisation cantonale (par ex. bâtiments militaires, bâtiments ferroviaires)   | Emolument II                 |
| <b>5. Impôts</b>                        |  |                              |
| Taxation                                | <b>Art. 42</b> <sup>1</sup> Extrait du registre des impôts/établissement d'une attestation de taxation pour des particuliers   | fr. 10.--                    |
|   | <sup>2</sup> Recherches dans le registre/ renseignement sur la taxation fiscale  | Emolument I                  |
| Estimation officielle                   | <b>Art. 43</b> <sup>1</sup> Extrait du registre des valeurs officielles (photocopie)   | fr. 10.--                    |
|   | <sup>2</sup> Nouvelle estimation extraordinaire sous suite de frais  | Emolument I                  |

## 6. Protection des données

|  |  |         |
|--|--|---------|
|  | <b>Art. 44</b> Communication de renseignements et consultation de ses propres données en vertu de la loi sur la protection des données | Gratuit |
|--|--|---------|

## 7. Emoluments divers

|                        |  |  |
|------------------------|--|--|
| Recherches             | <b>Art. 45</b> Recherches dans les archives communales/plans/registres, établissement de copies                              | Emolument I  |
| Travaux de secrétariat | <b>Art. 46</b> Rédaction de demandes et de lettres ainsi que complètement de formulaires de tout ordre pour des particuliers | Emolument I  |
| Caisse de compensation | <b>Art. 47</b> Etablissement d'un duplicata de certificat d'assurance  | conformément aux directives de l'Office des assurances sociales et de la surveillance des fondations |
| Encaissement           | <b>Art. 48</b> <sup>1</sup> Décision   | fr. 30.--  |

## III. Dispositions transitoires et finales

|                         |  |
|-------------------------|--|
| Tarif des émoluments    | <b>Art. 49</b> <sup>1</sup> Conformément au présent règlement, le conseil communal arrête dans un tarif des émoluments (ordonnance) les taux horaires de l'émolument I et de l'émolument II.<br><br><sup>2</sup> Le conseil communal fixe, dans le tarif des émoluments, les émoluments de chancellerie (photocopies, etc.) et l'indemnisation des frais de la commune qui n'ont pas été déterminés dans le présent règlement.<br><br><sup>3</sup> Le conseil communal décide et publie l'entrée en vigueur du tarif des émoluments. |
| Disposition transitoire | <b>Art. 50</b> Toute personne ayant, avant l'entrée en vigueur du présent règlement, requis ou occasionné une prestation, doit des émoluments d'après l'ancien droit.  |

Entrée en vigueur

**Art. 51** <sup>1</sup> Le conseil communal fixe et publie l'entrée en vigueur du présent règlement.

<sup>2</sup> Ce dernier abroge le règlement sur les émoluments du 24.06.2008 et toutes les autres prescriptions contraires.

L'assemblée du 9 décembre 2013 a adopté le présent règlement.

Le président :



La secrétaire :



#### IV. Certificat de dépôt

Le présent règlement a été déposé publiquement au secrétariat communal du 7 novembre 2013 au 8 décembre 2013. Le dépôt public a été publié dans le n° 40 du mercredi 6 novembre 2013. de la Feuille officielle d'avis du district de Moutier.

La secrétaire :



.....

# Tarif des émoluments

## de la Commune Mixte Loveresse

Vu l'article 49 du règlement sur les émoluments de la Commune Mixte de Loveresse du 9 décembre 2013, le conseil communal édicte le tarif des émoluments suivant:

|  |                   |
|--|-------------------|
| 1. Emolument I   | 50 fr. par heure  |
| 2. Emolument II  | 100 fr. par heure |
| 3. Photocopies (effectuées par le personnel administratif) | 50 cts par page   |
| 4. Indemnités kilométriques                                | 0,70 fr. par km   |
| 5. Taxe des chiens   | 35 fr. par chien  |

### Entrée en vigueur

Le présent tarif des émoluments entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014 en même temps que le règlement sur les émoluments.

### Adoption

Le présent tarif a été adopté par le conseil communal de la commune mixte de Loveresse lors de sa séance du 1<sup>er</sup> octobre 2013.

Le président :



La secrétaire:



Règlement sur les émoluments de la Commune Mixte de Loveresse du 9 décembre 2013  
(Modification)  
Introduction d'un article supplémentaire (Article 48 bis)

### **Emoluments divers**

#### **Nouveau**

Service des Eaux

**Art. 48 bis Recherches d'une fuite d'eau  
sur une conduite privée**

**Emolument I**

Ainsi délibéré et arrêté par l'assemblée communale du 18 décembre 2017

Le Président :



La Secrétaire :



#### **1. Certificat de dépôt public**

La secrétaire a déposé publiquement le règlement sur les émoluments et la modification au secrétariat communal du 16 novembre 2017 au 17 décembre 2017.  
Elle a fait publier le dépôt dans la feuille officielle d'avis du district de Moutier no 41 du mercredi 15 novembre 2017.

La secrétaire :

